

**Décision n°2017 - 8 portant institution d'une régie d'avance
près le centre EPIDE de Toulouse**

La directrice générale de l'EPIDE,

Vu l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 portant loi de finances pour 1963 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'article 25 du décret n° 2005-887 du 2 août 2005 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public d'insertion de la défense ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1992 modifié relatif aux conditions dans lesquelles les directeurs d'établissements publics nationaux peuvent instituer des régies ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié relatif au montant par opération de dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire des régisseurs d'avances ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

Vu la délibération du conseil d'administration n° 2016-11 du 19 mai 2016 portant ouverture d'un centre EPIDE à Toulouse.

Décide :

Art. 1^{er} – Il est institué auprès du centre EPIDE de Toulouse, à compter du 1^{er} mars 2017, une régie d'avances pour le règlement des dépenses suivantes :

- 1°) Documentation (revues, journaux, etc) ;
- 2°) Frais de secours (selon la politique définie par le siège) ;
- 3°) Approvisionnement de la pharmacie de l'infirmerie ;
- 4°) Frais postaux ;
- 5°) Titre de transport hors marché ;
- 6°) Outillage, petit matériel, et matériaux divers ;

- 7°) Frais de réception ;
- 8°) Carburant hors marché (tondeuses à gazon et engins divers) ;
- 9°) Autres petites fournitures non listées dans les marchés ;
- 10°) Loisirs (billetterie) ;
- 11°) Hébergement et alimentation des volontaires durant le *week-end* ;
- 12°) Entretien courant des véhicules hors marché ;
- 13°) Petites réparations et retouches hors marché ;
- 14°) Petites dépenses d'alimentation hors marché ;
- 15°) Frais d'inscription à l'examen du code de la route pour les volontaires.

Art. 2 - A titre exceptionnel, et après accord exprès du service Exécution financière, des dépenses autres que celles énumérées à l'article 1^{er} ci-dessus, peuvent être réglées par le régisseur d'avances.

Elles font l'objet d'un certificat administratif signé du directeur général.

Art. 3 - Le montant maximal des dépenses susceptibles d'être payées par la régie d'avances est fixé à 500 € TTC par opération.

Ce plafond est porté à 600 € TTC s'agissant des dépenses de réparation.

Art. 4 - Le régisseur effectue le paiement des dépenses soit par chèque ou en numéraire. Le montant des paiements en numéraire ne peut excéder 299 € par opération.

Art. 5 - Le régisseur effectue le paiement des frais d'inscription à l'examen du code de la route par virement ou carte bancaire. L'utilisation de la carte bancaire ou du virement ne concerne que le paiement des frais d'inscription à l'examen du code de la route.

Art. 6 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Art. 7 - Le régisseur est tenu de constituer un cautionnement avant sa prise de fonctions.

Il peut percevoir une indemnité de responsabilité en application de l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

Art. 8 - Le régisseur remet à l'ordonnateur et à l'agent comptable, au minimum une fois par mois, les pièces justificatives des dépenses payées par ses soins.

Art. 9 - Le régisseur est titulaire d'un compte de disponibilités ouvert dans les écritures du Trésorier- payeur général de la Haute-Garonne.

Ce compte est exclusivement alimenté par des virements de l'agent comptable.

Art. 10 - Le chef du service de l'exécution financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera mise en ligne sur le site internet de l'établissement.

NATHALIE HANET

